

La contestation marque le pas en Biélorus touchée par la répression tous azimuts du

Six mois après le début du soulèvement, l'opposition tente de rester mobilisée malgré les arrestations, afin d'afficher à

JULIAN COLLING [@julianclg](https://twitter.com/julianclg)
MINSK

EUROPE ORIENTALE Tous les soirs, le même rituel. À 21 heures tapantes, les lumières des appartements de Novaya Baravaya s'éteignent. Sveta pointe le nez à l'extérieur. Dans la pénombre, des dizaines d'habitants du quartier font comme elle. Et de concert ils se mettent à crier, à se répondre d'un immeuble à l'autre, d'une cour à l'autre, « Jivyy Belarus! » (« Que vive la Biélorussie! »). Leur chant de ralliement est ainsi scandé pendant quelques minutes. De la rue, le spectacle polyphonique est saisissant. En cette glaciale soirée de février, c'est le 34^e soir d'affilée qu'ils se donnent rendez-vous.

« Le régime aimerait que nous nous taisions une fois pour toutes mais nous, nous ne voulons plus rester silencieux, assure Sveta. Alors depuis nos fenêtres et nos balcons, nous hurlons notre ras-le-bol. » La jeune femme de 36 ans, habillée à l'europpéenne, cheveux courts, travaille dans la filière biélorusse d'un grand groupe européen d'agroalimentaire. Moderne, elle représente l'électorat type de ce quartier périphérique de l'est de Minsk, récent et de haut standing.

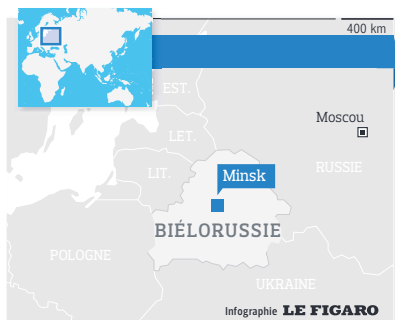
Ce complexe résidentiel abrite les classes connectées de la capitale biélorusse, qu'elles exercent dans le domaine de « l'IT » (informatique, programmation), la fierté nationale, le business ou les secteurs créatifs. « Dans notre bureau de vote, plus de 1000 personnes ont voté pour Svetlana Tikhanovskaïa (la candidate malheureuse de l'opposition le 9 août dernier, NDLR) et seulement... 80 pour Loukachenko », rigole Viktor, un voisin, qui travaille dans le secteur du bâtiment. Les deux couples d'amis se sont retrouvés chez lui pour discuter politique. Ce qui ne se serait peut-être pas produit encore un an auparavant. « Pendant vingt-cinq ans on nous a répété que la chose publique ce n'était pas pour nous, qu'il ne fallait pas s'en occuper, continue le père de famille. Or nous avons montré que tout ça ne nous était plus égal. La société s'est organisée, la solidarité a bondi. »

Marches spontanées

Le réveil politique du pays a créé l'écran aux mois d'août et septembre 2020, dans la foulée de la réélection frauduleuse de l'autocrate Alexandre Loukachenko (80% des voix), au pouvoir depuis 1994. Un mouvement, qui avait essaimé partout dans le pays, jusqu'aux petites villes de province, avec des rassemblements monstres de plusieurs dizaines, voire centaines de milliers de personnes à Minsk. « Nous assistions à un retour de la fierté nationale, c'était redevenu "cool" de se dire biélorusse », résume Viktor. Mais face à la brutalité du régime contre les manifestations de rue, ce retour des citoyens vers la politique s'est progressivement retransché dans les quartiers, à plus bas bruit. La société civile s'est mise en ordre de bataille, notamment via l'outil numéro un de la contestation en Biélorussie, la messagerie sécurisée Telegram.

De l'autre côté de Minsk, extrémité ouest, le raïon (subdivision) de Soukharava porte un peu moins beau que Novaya Baravaya. C'est un quartier cossu, à l'allure soviétique, fait d'innombrables blocs rectangulaires et de lampadaires à la lumière jaune d'un autre temps. Mais si l'électorat y est moins libéral, il est tout aussi frondeur.

Jusqu'à début février, un soir par semaine, des petits groupes d'habitants bravaient les interdictions de se rassembler. Évitant les voitures de la redoutée militsia, la police biélorusse, ils défilaient en bas des immeubles une vingtaine de minutes, habillés de drapeaux blancs et rouges - un autre emblème du



mouvement, qui renvoie à un ancien drapeau de la Biélorussie indépendante.

Veranika, une éducatrice de 51 ans, en faisait partie. « Les gens se sont enfin rencontrés grâce à cet épisode », dit-elle. « Avant ils

étaient peu à s'intéresser à la politique, aujourd'hui c'est la grande majorité. Dans mon entrée, il ne reste qu'une seule personne qui soutient encore le pouvoir. Les gens n'en peuvent tout simplement plus de Loukachenko, qui a tout fait pour s'aliéner la population, fatiguée des mensonges et du mépris. Il a perdu toute crédibilité. Et pas seulement à cause du Covid-19. »

Dans Minsk, chaque soir, d'autres marches spontanées émergent de l'obscurité. Le visage caché, les courageux qui se sont donné rendez-vous une heure avant sur Telegram, bravent les -15 degrés et traversent leur quartier. Ils posent ensuite pour une photo de groupe, drapeaux à la main, avant de vite se disperser. Les photos de ces mini-exploits sont postées chaque soir sur les principaux canaux Telegram d'opposition. Nexta en tête.

Un jeu du chat et de la souris avec les forces de l'ordre de plus en

plus risqué, qui pousse les habitants mobilisés à être plus créatifs, comme les crieurs de Novaya Baravaya, qui restent incognito. Certains se regroupent le long des routes ou sur les ponts avec des banderoles ; les automobilistes témoignent de leur soutien en klaxonnant.

Arrestations arbitraires

Veranika, elle, conserve encore son grand drapeau blanc et rouge dans l'entrée de son appartement. Mais elle ne sort plus avec. Depuis deux semaines, les marches spontanées se sont arrêtées à Soukharava. « Ils ont réussi à arrêter un des coordinateurs, je ne sais pas comment ils ont fait, un groupe privé a dû être infiltré », peste-t-elle. L'homme se servait d'une radio pour prévenir les autres d'une présence policière, ou au contraire assurer que la voie était libre.

Malgré ces résistances locales, le travail de sappe de la répression semble grignoter, mètre par mètre,

tout espace d'expression. Le mouvement d'opposition dans son ensemble accuse le coup. Le moindre rassemblement est désormais ciblé. Le moindre objet de couleur blanche et rouge est pourchassé. Le bâton du régime frappe désormais tous azimuts, jusque dans les foyers. Un flottement est palpable à Minsk, où l'ambiance est à la crainte. Les jeunes dans les cafés branchés font grise mine - de nombreux bars ou business ont été fermés car soupçonnés d'avoir soutenu l'opposition.

Il ne faut pas longtemps pour que la personne rencontrée confie connaître quelqu'un qui a été arrêté récemment ou a fait de la prison - souvent 15 jours - depuis le mois d'août. On ne compte plus le nombre d'arrestations arbitraires ou les lourdes amendes infligées : ici pour avoir participé à une manifestation, là pour un simple post Facebook. Selon l'ONG de défense des droits de l'homme Viasna, plus de

Sans illusion, on va reparler sanctions à Bruxelles

ANNE ROVAN [@AnneRovan](https://twitter.com/AnneRovan)
CORRESPONDANTE À BRUXELLES

« L'EUROPE ne va quand même pas lancer une intervention militaire contre Minsk! » Cette remarque, émanant de deux diplomates européens, en dit long sur le sentiment d'impuissance de l'UE face à la montée de l'oppression en Biélorussie.

Le dossier sera à l'ordre du jour de la réunion des ministres européens des Affaires étrangères, programmée ce lundi à Bruxelles. La rencontre permettra de faire un point sur la situation et de prendre la température des États membres sur la perspective d'éventuelles nouvelles sanctions. Les Polonais et les Baltes, sans surprise, poussent dans cette voie, tandis que d'autres pays se montrent plus circonspects sur l'efficacité d'une telle conduite.

De fait, la répression n'a fait que s'aggraver depuis les élections d'août 2020 et le maintien au pouvoir d'Alexandre Loukachenko. Et, alors même que les Européens - et ils souhaitent voir le pouvoir biélorusse engager un dialogue avec l'opposition et la société civile - ont sanctionné à trois reprises le régime de Minsk ces derniers mois. En octobre, puis en novembre et, encore, en décembre derniers.

Impasse

Ces sanctions concernent désormais 7 entités et 88 individus, y compris Alexandre Loukachenko et son fils, mais aussi des personnalités de premier plan issues de la classe politique et de l'appareil d'État, dont la présidente de la Chambre haute de l'Assemblée nationale, le procureur général, le président de la compagnie biélorusse de télévision et de radio d'État et des acteurs économiques

majeurs. Elles sont d'autant moins efficaces que le pouvoir biélorusse peut compter sur le soutien de Moscou que les Européens s'apprennent par ailleurs à sanctionner. Quant au « canal de dialogue » avec le pouvoir biélorusse que souhaitent maintenir certains États membres, dont la France, il est pour l'heure dans une impasse. « Toute la complexité est d'amener à une transition politique sans que cela apparaisse comme une ingérence extérieure alors même que les Biélorusses ne sont pas intrusés, contrairement aux Ukrainiens et aux Géorgiens », analyse un diplomate européen, ajoutant que le soutien économique de Moscou « ne sera pas éternel ».

Bruxelles en est, pour l'heure, réduit à multiplier les mises en garde. La Commission a dénoncé vendredi la condamnation à deux ans de prison de deux journalistes de la chaîne d'opposition BelSat. « Nous assistons

à la poursuite de cette intimidation qui a augmenté cette semaine non seulement à la condamnation de Katarina et Daria mais aussi avec des descentes à domicile et des perquisitions menées chez des militants, des membres de la société civile, des défenseurs de droits de l'homme, des syndicalistes et aussi de nombreux journalistes, nous condamnons toutes ces attaques contre la presse et les journalistes en Biélorussie », a réagi le porte-parole Peter Stano, appelant les « autorités » à « arrêter de cibler les médias » et à « leur permettre de faire leur travail ».

Dans une interview publiée samedi dans *Le Temps*, la chef de file de l'opposition biélorusse, Svetlana Tikhanovskaïa, en exil en Lituanie, faisait cet amer constat : « Nous avons perdu la rue, nous n'avons pas de moyen de combattre la violence du régime contre les manifestants. Ils ont les armes, ils ont la force. » ■

88
personnes
ont été sanctionnées
par l'Union européenne
ces trois derniers mois,
dont Alexandre
Loukachenko
et son fils

sie, régime nouveau sa vogueur.



Le régime aimerait que nous nous taisions une fois pour toutes mais nous, nous ne voulons plus rester silencieux. Alors depuis nos fenêtres et nos balcons, nous hurlons notre ras-le-bol

SVETA, HABITANTE DE MINSK

Des activistes féministes participent à un flash mob, le 14 février à Minsk, devant des photos de femmes arrêtées après les manifestations qui ont suivi l'élection présidentielle en août dernier. AFP

1000 procédures criminelles sont déjà en cours contre des citoyens. Elle recense également 220 prisonniers politiques actuellement dans les geôles du pouvoir.

Le dernier coup de boutoir du régime est survenu mardi, le 16 février. Des perquisitions simultanées ont été déclenchées chez quelque 25 journalistes, militants des droits de l'homme ou syndicalistes. Et dans une affaire qui émeut beaucoup en Biélorussie, deux jeunes femmes reporters pour la télévision indépendante Belsat - Daria Tchoultsova et Katarina Andreïeva - ont été condamnées dans la semaine à deux années d'emprisonnement pour avoir fait leur travail.

La répression prend des tours de plus en plus absurdes. Sergiy Melyanets, un agent commercial habitant en grande banlieue de Minsk, avait simplement mis à ses fenêtres des rideaux blancs et rouges. Il a reçu deux fois la visite d'un policier et se retrouve désormais au tribunal ! Une décision plus pernicieuse a conduit la direction du collège local à faire pression sur ses enfants, menacés d'expulsion à cause des « activités politiques » de leur père. « Ils ont même lancé une enquête sociale sur notre famille, gronde-t-il. Cela me met hors de moi qu'on s'en prenne à des enfants, mais ça ne m'étonne même plus de ce régime. Dans notre pays, il n'y a tout simplement plus de lois. Enfin, si, la loi du plus fort ».

La brutalité aveugle et les intimidations ont laissé des traces. « Les gens ont juste besoin de prendre un temps mort, glisse Veranika. Il faut que l'on réfléchisse à la suite, à comment s'organiser, car pour l'instant, ça n'a pas marché. Mais le mouvement ne va pas s'arrêter là. » Comme le reconnaît elle-même Svetlana Tikhonovskaïa cette semaine, l'opposition est touchée, mais pas forcément coulée. Convaincus de leur victoire future, tous disent vouloir continuer le combat et attendent le retour des beaux jours pour retourner massivement dans la rue. Un « printemps biélorusse » n'est pas à exclure. ■

Loukachenko marchande son avenir avec Poutine

ALAIN BARLUET @abarluet
CORRESPONDANT À MOSCOU

C'EST UN Alexandre Loukachenko largement requinqué qui va s'entretenir ce lundi avec Vladimir Poutine à Sochi, sur les bords de la mer Noire. En septembre dernier, lors de leur précédente rencontre, le président biélorusse avait laissé transparaître sa situation politique inconfortable jusque dans ses postures, assis sur le bord de son fauteuil et fléchissant les genoux aux côtés du maître du Kremlin. L'« homme fort » de Minsk semblait alors ébranlé par les manifestations massives déclenchées après la présidentielle émaillée de fraudes du 9 août, et il avait impérativement besoin de l'appui de Moscou, qui lui a d'ailleurs été accordé.

Cinq mois plus tard, celui qui dirige son pays depuis vingt-sept ans semble avoir redressé la barre. Au moyen d'une répression sans retenue, d'arrestations massives, dont celles des leaders de l'opposition, et de condamnations judiciaires à la chaîne, visant notamment les journalistes, Alexandre Loukachenko est parvenu, sinon à annihiler la contestation, du moins à l'endiguer. Les aveux d'échecs concédés - provisoirement - par la chef de file de l'opposition, Svetlana Tikhonovskaïa font écho au satisfecit bruyant affiché ces dernières semaines par le président biélorusse. Le 11 février, devant une « Assemblée populaire pan-biélorusse » faisant ostensiblement la claque, il s'était vanté d'avoir résisté à la vague de contestation et d'avoir fait échec à un « blitzkrieg », une guerre éclair déclenchée, selon lui, par ces Occidentaux qui voulaient déstabiliser son régime, et à travers lui, le grand frère russe.

Selon les analystes, à Moscou et à Minsk, le soutien de Poutine a largement permis à Loukachenko de passer le cap des tempêtes en envoyant un message à la fois à ses partisans - appelés à serrer les rangs - et à ses opposants qui ont pu craindre une intervention de l'armée russe. « Cela n'empêche pas le président biélorusse de considérer son pays comme le dernier allié de la Russie et comme le principal obstacle sur le chemin des chars de l'Otan entre l'Europe et Moscou », souligne l'analyste politique Valeri Karbalevitch. Selon cet expert, Loukachenko - même s'il se défend d'être demandeur -, va réclamer sa dûme au chef du



Les présidents biélorusse, Alexandre Loukachenko, et russe, Vladimir Poutine, en septembre dernier à Sochi.

Kremlin, en l'occurrence un prêt de 3 milliards de dollars. Avec un budget dans le rouge, Minsk, par ailleurs mis au ban de la communauté internationale, en aurait diablement besoin. Ce prêt, qui ferait suite à un autre de 1,5 milliard de dollars accordé en septembre dernier, aurait fait l'objet de discussions préliminaires entre experts gouvernementaux des deux pays, il y a une dizaine de jours.

À la veille de se rendre à Sochi, Alexandre Loukachenko a fait un geste significatif à l'égard de Moscou en approuvant un projet d'accord intergouvernemental prévoyant le transport et le transbordement des produits pétroliers par les ports maritimes russes, et non plus par ceux des Pays Baltes. Une initiative perçue comme une mesure de rétorsion destinée à « punir » les pays qui, comme la Lituanie, n'avaient pas reconnu la victoire de Loukachenko à la présidentielle d'août dernier. Les experts n'excluent pas que le président biélorusse ait pu promettre à Poutine - en contrepartie de son aide - la mise en œuvre de certains autres projets économiques auparavant bloqués par Minsk, comme la prise de contrôle d'entreprises convoitées par les capitaux russes, par exemple dans le domaine pétrolier ou celui de la fabrication de tracteurs.

Ces acquisitions de gros actifs biélorusses, que Moscou pourrait également considérer comme la juste rétribution de son aide, ne vont pas de soi pour Loukachenko, qui s'y est toujours opposé. Entre les deux partenaires périodiquement en désaccord, le jeu de balancier va vraisemblablement se poursuivre : lorsqu'il est aux abois, le président biélorusse se montre nécessairement plus

Le président biélorusse considère son pays comme le dernier allié de la Russie et comme le principal obstacle sur le chemin des chars de l'Otan entre l'Europe et Moscou

VALERI KARBALEVITCH,
ANALYSTE POLITIQUE

conciliant avec son meilleur allié ; reprenant du poil de la bête, il se drape dans une souveraineté sourcilieuse, se crispe, et devient un interlocuteur difficile. La transition politique, souhaitée par Moscou, au nom de la stabilité, sera l'un des points durs des entretiens de Sochi, ce lundi. Loukachenko a fait mine de donner des gages mais continue de temporiser. Certes, le 11 février, il a

bien évoqué une réforme constitutionnelle soumise à référendum en 2022. Mais se réservant le droit d'interrompre le processus si la contestation se poursuivait...

« Loukachenko avait promis à Poutine d'engager la transition du pouvoir et qu'il le ferait dans un délai assez court, un an ou un an et demi », relève Valeri Karbalevitch. « Mais désormais, il souhaite prolonger cette transition sur une période plus longue, probablement de cinq ans. Et sans doute même, renoncer à toute transition, et rester au pouvoir... », ajoute l'expert. Reste à savoir si Vladimir Poutine, qui connaît bien « Louka » et s'en méfie, peut être convaincu... Mais le président russe, lui aussi confronté à la contestation de la rue, ces dernières semaines, pourrait être incité à ne pas précipiter les choses. « Difficile d'inciter Loukachenko à dialoguer avec la société alors que lui-même a privilégié la force », ajoute Valeri Karbalevitch. Sur un autre sujet clé, l'intégration supranationale - un serpent de mer mis en avant depuis vingt ans par Moscou -, Loukachenko, passablement rasséréné sur son front intérieur, pourra entonner les trompettes qu'il affectionne - la « souveraineté » du pays -, tout en veillant à ne pas s'allier l'indispensable solidarité économique de la Russie. ■

L'Europe désunie se réengage avec les États-Unis



DÉCRYPTAGE
Isabelle Lasserre
@ilasserre

Les Français sont le peuple le plus favorable à la défense européenne. Les idées d'Europe puissance sont toujours venues de France. On a tout essayé. Mais ça n'a jamais marché... Et aujourd'hui l'Union européenne s'éloigne de la vision française

NICOLE GINESOTTO,
PROFESSEUR
AU CONSERVATOIRE
NATIONAL DES ARTS
ET MÉTIERS

ET SI ON assistait au retour du monde d'avant, mais en pire ? Avec des bonnes et des mauvaises nouvelles. La bonne, d'abord, c'est « le retour de l'Amérique », annoncé avec chaleur par Joe Biden le 19 février pendant le sommet virtuel du G7 et la Conférence sur la sécurité de Munich, tout aussi virtuelle. Le nouveau président a défendu la renaissance d'une diplomatie plus classique, qui place le Partenariat transatlantique en son cœur et veut promouvoir le modèle démocratique, défié par les « régimes autocratiques ». Joe Biden, qui voudrait que l'Amérique regagne auprès de l'Europe « sa position de leadership fiable », a multiplié les gestes rassurants vis-à-vis de ses alliés, si malmenés par son prédécesseur.

Et puis il y a les mauvaises nouvelles, toujours les mêmes, les divisions de l'Union européenne, qui loin de s'atténuer avec le changement d'Administration américaine, pourraient au contraire reprendre de la vigueur. Elles s'exposeront sans doute dès aujourd'hui sur leur terrain de jeu préféré, celui de la Russie, au menu d'une réunion à Bruxelles, à laquelle participera aussi Joe Biden, sur d'éventuelles nouvelles sanctions

contre le régime, liées à l'affaire Navalny. Certes, pour la première fois l'UE devrait actionner son régime mondial de sanctions en matière de droits de l'homme contre le Kremlin.

Mais les discours des uns et des autres à la conférence de Munich ont rappelé à quel point les points de vue divergeaient. Joe Biden a accusé le Kremlin « d'attaquer » les démocraties, tandis qu'Emmanuel Macron a insisté sur le verrou d'un dialogue stratégique avec Moscou. Quant à Angela Merkel, elle résiste aux pressions pour stopper le gazoduc Nord Stream 2, qui doit doubler les exportations de gaz russe vers l'Europe. Pire : Peter Altmaier, le ministre de l'Économie, envisage une alliance avec la Russie pour produire à grande échelle du carburant synthétique. Si l'on ajoute la Pologne et les Pays Baltes qui réclament une politique plus dure contre la Russie, l'Italie et la Grèce qui veulent ménager le Kremlin, le seul accord possible entre vingt-sept pays attachés d'abord à leurs intérêts particuliers est un consensus muet autour de sanctions qui n'ont jamais influencé le comportement de Vladimir Poutine. L'arrivée de Joe Biden à la Maison-Blanche n'y changera rien.

Elle pourrait en revanche modifier la trajectoire de l'Europe puissance, autonome ou stratégique, telle que la défend la France. Emmanuel Macron a mis en garde contre l'illusion que représenterait la tentation d'un ré-

tour au vieux ordre américain. Il a réaffirmé la nécessité pour l'Europe de dessiner son propre chemin et de s'affirmer sur le plan de la défense et de la sécurité. Craignant, avec l'arrivée de Biden, que les pays de l'Otan fassent à nouveau l'autruche, il a rappelé que ses critiques de 2019 contre l'organisation - en « mort cérébrale » - restaient valides, dénonçant son inertie et souhaitant « une clarification de son concept stratégique ».

Intérêts nationaux

Pendant longtemps, c'est la Grande-Bretagne qui a ralenti les projets d'autonomie européenne portés par la France. Depuis le Brexit, les freins sont plutôt actionnés à Berlin. En refusant de faire de Nord Stream 2 un levier, l'Allemagne a sapé les efforts de l'UE pour faire pression sur la Russie. Pays du statu quo imprégné de pacifisme, qui préfère la force économique à la force militaire et qui n'envisage pas d'action en dehors de l'Otan, elle a rejeté la semaine dernière, par la voix de son Parlement, la demande française de fournir des troupes pour des missions de combat contre les djihadistes au Sahel.

Ces divisions expliquent pourquoi les dirigeants des institutions bruxelloises ne peuvent porter en public autre chose que des compromis insatisfaisants. La dernière preuve en a été apportée à Moscou au début du mois par Josep Borrell, le haut représentant de l'UE, qui, en

se faisant humilier par Vladimir Poutine, a infligé une grave blessure aux ambitions géopolitiques de l'Europe, révélant au grand jour toutes ses faiblesses.

Donald Trump avait fait naître l'espoir que les partenaires européens allaient suivre les ambitions de la France et engager l'UE dans une révolution politique. L'arrivée de Joe Biden risque au contraire d'encourager la divergence des intérêts nationaux. « Les Français sont le peuple le plus favorable à la défense européenne. Les idées d'Europe puissance sont toujours venues de France. On a tout essayé. Mais ça n'a jamais marché... Et aujourd'hui l'Union européenne s'éloigne de la vision française », explique Nicole Ginesotto, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), dans une conférence à la Chaire grands enjeux stratégiques contemporains de la Sorbonne. Les divisions au sein de l'Europe ne sont pas les seules en cause. L'Europe s'est construite sur un savoir-faire économique et commercial, pas sur la politique étrangère et militaire. En décidant souvent seule et en donnant la priorité à la souveraineté de la France, Paris a entretenu un « soupçon permanent » chez ses partenaires. « Toute proposition française, poursuit la spécialiste, est perçue comme une tentative de Paris d'affaiblir l'Otan. Or, nous sommes le seul pays à penser que l'Otan, peut évoluer. » ■